La liste de Saint-Cyprien

Jacques Déom

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/757>

DOI : 10.4000/cmc.757

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 245-250

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Jacques Déom, « La liste de Saint-Cyprien », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 14 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/757> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.757>

Note de lecture

La liste de Saint-Cyprien

Jacques Déom

Marcel Bervoets-Tragholz, *La liste de Saint-Cyprien. L'odyssée de plusieurs milliers de Juifs expulsés le 10 mai 1940 par les autorités belges vers des camps d'internement du Sud de la France, antichambre des camps d'extermination*, Alice, Bruxelles, 2006, 480 p. (ISBN 2-87426-044-4).

L'ouvrage sous recension élargit en quelque sorte aux dimensions d'une enquête historique de plein droit une recherche en vue d'élucider un destin privé. Hans Tragholz, le père de l'auteur, avait fui Vienne (Autriche) en direction de la Belgique fin septembre 1938, quelques mois après l'annexion (*Anschluss*) du pays au *Reich* allemand. Dès son arrivée à Anvers, il avait scrupuleusement procédé aux démarches qu'imposait aux immigrants la législation belge et n'avait donc rien d'un clandestin. Or, début septembre 1939, alors même que « rien de défavorable » ne peut être allégué à son encontre, il est interné dans ce que les documents le concernant désignent alternativement comme « le centre de refuge », la « colonie de bienfaisance », « la colonie d'État », puis « le camp de réfugiés » de Merksplas (province d'Anvers). À la fin du mois, il est rayé du registre des étrangers à l'adresse qu'il occupait. Pourquoi a-t-il été interné ? Aucun document existant ne fournit de réponse. Le 13 mai 1940, il est envoyé au camp de Saint-Cyprien, dans le Midi de la France, puis à celui de Gurs. Il s'en évade fin décembre 1940, regagne Anvers, où il se fait enregistrer légalement à la mi-février à l'état civil, qui n'ignore rien de son parcours passé. Comme il informe scrupuleusement les autorités de ses déplacements, celles-ci seront à tout moment au fait de sa situation. C'est encore le cas après qu'il leur a annoncé son départ pour Charleroi le 21 juillet 1942 (pour fuir les rafles de la Gestapo). Le 27, il s'inscrit dans sa nouvelle commune. Le lendemain, il est arrêté, envoyé pour le compte de l'Organisation Todt sur le chantier du Mur de l'Atlantique au Tibor Lager à Dannes. Il est ensuite amené à la caserne Dossin de Malines. Il mourra

en avril 1945 à Buchenwald, au terme d'une longue captivité dans divers camps.

Le dossier de cette histoire individuelle constitue – avec ceux d'Otto Tragholtz, oncle de l'auteur, et d'Anna Filgur, compagne de celui-ci – la cinquième et dernière partie du livre (pp. 419-447). Il atteste de la reconnaissance par les autorités belges de la parfaite honorabilité et du légalisme sans faille de l'intéressé. Mais aussi de l'indifférence avec laquelle elles l'ont expulsé, le livrant sans états d'âme à un destin tragique.

L'auteur ne fait donc pas mystère de l'enjeu personnel de son enquête, avec la dimension émotionnelle qu'elle comporte. L'ouvrage est rédigé en première personne, exposant les différentes étapes d'une recherche visant à ressaisir le contexte général à la lumière duquel le cas de Hans Tragholtz échappe à sa singularité. Il ne se drape jamais dans l'impassibilité, fût-elle toute formelle, à laquelle s'obligent les travaux académiques. D'où la dénonciation sans équivoque, répétée à chaque stade de l'exposé, des autorités d'une Belgique qui ajoutera à sa froide indifférence du temps de guerre l'ironie sans doute involontaire de reconnaître Hans Tragholtz, en application de la loi du 28 juillet 1948, « mort pour la Belgique »... Or, ils furent des milliers à subir le même déni d'humanité.

L'ouvrage évoque donc méthodiquement les étapes d'une ignominie. Son volet belge d'abord. À commencer par le traitement réservé aux immigrés dans l'entre-deux-guerres et dominé par la conviction que cette supposée déferlante d'étrangers, censément clandestins et donc suspects, constitue une concurrence déloyale sur le marché du travail, accroît le chômage et met en danger l'économie nationale. On lira avec intérêt l'analyse par l'auteur (pp. 53-65) des résultats du recensement de septembre 1939, commandité par le gouvernement belge pour vérifier le bien-fondé de ses inquiétudes, et qui autorisait pourtant des conclusions bien moins suspicieuses que celles qu'il en tira manifestement. L'évocation du débat du 22 novembre 1938 à la Chambre (pp. 72-80) permet à l'auteur de fournir un échantillon édifiant de l'état d'esprit qui rendra possible l'expulsion. Car, à l'aube du 10 mai 1940, jour de l'invasion du pays par l'Allemagne nazie, la police procède sur réquisition de Paul-Émile Janson, ministre de la Justice, à l'arrestation massive des « étrangers ressortissants ennemis », « dont la présence est dangereuse pour la sécurité du Pays », des hommes uniquement, nés entre 1881 et 1923. C'était là la théorie : en fait, des individus plus jeunes ou plus âgés, des femmes et des

enfants furent arrêtés. Une très grosse majorité d'entre eux étaient des Juifs réfugiés, jugés "suspects". Tout ce qui s'était dit, tout ce que l'on savait du sort que leur réservait le *Reich* ne pouvait entamer l'antipathie plus ou moins feutrée qu'ils suscitaient. Des chapitres de l'ouvrage décrivent les centres d'internement ouverts dès 1938 en Belgique (Merksplas, Marquain, Marneffe, Eksaarde, Hal...), évoquent les arrestations, qui eurent lieu sur l'ensemble du territoire national. Pour l'auteur, l'exode massif des Belges vers la France offre dans ce contexte le paradoxe de centaines de milliers de personnes cherchant auprès de leurs voisins – dans une parfaite indifférence aux questions juridiques formelles et aux imputations sécuritaires désobligeantes et sans craindre d'être ramenées *manu militari* en Belgique et livrées aux envahisseurs – l'aide que la Belgique avait refusée aux innocents réfugiés qui s'étaient crus en sécurité dans ses frontières. Ces gens furent somme toute bien accueillis en France, et les conditions de leur rapatriement et de leur réinsertion dans un pays en plein chaos contrastent violemment avec l'abandon que connurent les déportés : entre 6 et 8.000 personnes furent entassées dans des wagons à bestiaux ou à marchandises dans des conditions inhumaines et mirent de dix à quinze jours pour parvenir qui à Gurs, qui à Saint-Cyprien, Les Milles, Vernet ou Argelès. L'auteur n'a pu trouver d'éclaircissements sur les dispositions légales, ni sur les arrangements financiers qui ont rendu possible de part et d'autre de la frontière ce déplacement forcé, pas plus que sur ses modalités techniques, apparemment mal documentées.

La deuxième partie du volume décrit le volet français des événements. Là encore, il faut évoquer le contexte : et notamment l'incidence de la guerre civile d'Espagne sur la politique d'immigration du gouvernement français, qui ne se révèle en rien plus compréhensive que sa parallèle belge. Elle ne cesse de se durcir jusqu'en 1939 et présente le même cortège de craintes, de suspicions et ultimement de mesures d'enfermement. Dès novembre 1938, les arrestations arbitraires deviennent légalement possibles. L'effondrement de la République espagnole entraîne un exode massif, qui décide le gouvernement français à activer les mesures prévues d'internement administratif des étrangers "indésirables". Et ce dans des conditions déplorables, que l'effondrement face à l'envahisseur ne contribue pas à améliorer : « Si j'avais fait préparer les camps, on m'aurait accusé que je prévoyais la débâcle et que j'attirais sur la France l'exode que je cherchais à éviter », déclarera le 14 mars 1939 à la Chambre Albert Sar-

raut, ministre de l'Intérieur (p. 164). Dès avant l'armistice de juin 1940 et la mise en place du régime de Vichy, 157 lieux d'internement peuvent être recensés. L'étude en décrit brièvement quelques-uns. Elle évoque les itinéraires d'acheminement vers Saint-Cyprien, les actes de brigandage dont les déportés sont victimes dans les camps de transit, avant d'esquisser un historique du camp de Saint-Cyprien Plage. Créé (avec d'autres) pour éponger le trop-plein d'internés que le camp d'Argelès ne peut absorber, il "accueille" dès février-mars 1939 près de 90.000 personnes avec chevaux, bétail et charrettes. Pas d'eau courante. Il faut construire les baraquements. Dysenterie, typhoïde, tuberculose et paludisme ravagent le camp. Les conditions ne se seront guère améliorées fin mai 1940, quand les réfugiés acheminés depuis la Belgique arriveront, ainsi que l'établissent les témoignages cités par l'auteur. Près de 7.500 des internés sont juifs. L'auteur décrit quelques aspects de leur situation sur la base des données archivistiques qu'il a pu recueillir. Il tente de saisir quelque chose des mouvements de transfert de la population juive en provenance de Belgique, dont les traces se perdent entre Saint-Cyprien et Gurs, pour confluer avec la masse de ceux qui, via Drancy, connaîtront "à l'Est" l'ultime étape de leur calvaire.

Certains des déportés bénéficièrent d'un rapatriement. C'est l'objet de la troisième partie de l'ouvrage. En application des accords d'armistice franco-allemands de juin 1940, les Allemands (Commission Kundt, août-septembre 1940) entreprennent de faire libérer ou de récupérer dans les camps du Midi certains de leurs nationaux : 1.367 "Aryens" seront finalement libérés. Les Juifs (environ 5.000 sur les quelques 8.500 dont la commission établit la présence) sont exclus *a priori*. Ils n'auront pas droit à plus de sollicitude du côté du gouvernement de Vichy, qui les exclut de toute forme de remise en liberté. Quant aux autorités belges, uniquement préoccupées de leurs concitoyens, elles se désintéressent de leur sort...

Un aspect essentiel de l'ouvrage réside dans son caractère de "Mémorial". Il ne fait pas mentir son titre en fournissant en effet, en quatrième partie, la liste éponyme (*Liste des [4.419] déportés au camp de Saint-Cyprien*, pp. 340-417), qui procure, outre les données d'identité, quelques informations succinctes sur le destin connu des intéressés : domicile, ville d'arrestation, étapes de la déportation. On notera qu'une série d'autres relevés similaires susceptibles d'intéresser tant l'analyse historique que la recherche familiale sont parsemés dans l'ouvrage. C'est ainsi que l'on

trouvera notamment des tableaux : *résidents en Belgique depuis 5 ans et plus au 10 mai 1940* : pp. 112-113 ; *lieux d'origine des réfugiés juifs en Belgique* : pp. 113-114 ; *liste de personnes détenues en centre d'internement en Belgique avant ou à partir de septembre 1939* : pp. 114-121 ; *configuration de l'habitat urbain des expulsés* : pp. 121-123 ; *lieux d'internement en France avant l'armistice de juin 1940* : pp. 174-177 ; *vols commis avant l'arrivée à Saint-Cyprien* : pp. 191-200 ; *détenus israélites de Saint-Cyprien hospitalisés à Perpignan de juin à octobre 1940* : pp. 213-214 ; *répartition des détenus de Saint-Cyprien par îlots et baraques* : pp. 218-233 ; *déportés vers Gurs passés par Argelès-sur-Mer* : pp. 234-236 ; *décès survenus dans les camps du Sud de la France* : pp. 328-330. L'usager de ces tableaux aura soin de vérifier à chaque fois dans le corps du texte les sources qui ont permis de les établir.

Pour copieux qu'il soit, l'ouvrage se prête particulièrement bien à une utilisation pédagogique. L'ensemble des données spécifiques au propos central du livre – la déportation vers le Midi de la France – est méthodiquement intégré à un tableau historique global qui n'apprendra sans doute que peu de choses au lecteur informé mais, en les contextualisant soigneusement, contribuera à coup sûr à l'intelligibilité des événements et structures décrits. L'abondance et la qualité des documents d'époque fournis (y compris en fac-similé) viennent à l'évidence à l'appui de la démonstration de l'auteur : « Les motifs invoqués plus tard pour justifier les détentions, les arrestations et les expulsions d'immigrés n'ont que peu de rapport avec les faits réels » (p. 428). Elles offrent néanmoins de surcroît au lecteur non familier des archives une plongée parlante parmi les traces conservées des multiples parcours imposés à ces exilés. Ces documents illustrent le climat kafkaïen dans lequel ils se débattaient, mélange de froideur administrative, de mépris tranquille et d'inhumanité.

L'auteur ne manque jamais de mentionner sa dette à l'égard des historiens qui ont rendu possible sa propre investigation, notamment Sabine Meunier, auteur d'un mémoire de licence remis à l'ULB en 1999 sous le titre *Les Juifs de Belgique dans les camps du sud-ouest de la France (1940-1944)*. Il a néanmoins peu recours à la note de bas de page, ce qui laisse sans référence bon nombre d'informations, qui relèvent il est vrai pour l'essentiel de la contextualisation des faits décrits. La bibliographie de l'ouvrage pourvoira aux références à cet égard. Et l'auteur décrit au fil du texte les démarches qui lui ont permis l'accès aux sources sur lesquelles il fonde sa description.

L'indignation de l'auteur est tangible à chaque instant. Née du besoin d'élucider sa proche histoire familiale, il engage une recherche qui en vient à éclairer tout un pan méconnu et peu glorieux de l'histoire nationale. Cette exigence de savoir appelle pour lui un prolongement au plan de la conscience civique. Et de réclamer (p. 456) la pleine reconnaissance par l'État belge de sa responsabilité dans les faits, le réexamen individuel de chaque cas de déportation, la création d'un statut spécifique, la mise en place d'une procédure de réparation symbolique dont les modalités restent à définir, et la construction d'un mémorial sur les lieux de ce qui fut le camp de Saint-Cyprien.